



**14ème Congrès  
International Francophone en Entrepreneuriat et PME**

**Toulouse 23 au 26 octobre 2018**



**Formes de production et de rémunération dans les  
entreprises de l'économie solidaire du secteur du  
recyclage d'Uberlândia-MG**

Maria De Oliveira, Camila ; Freire De Oliveira, Márcia ; Luisa Silva, Jaqueline ; Vinícius  
Gomes Tavares, Eduardo

**Résumé:** Dans les pays en développement, le marché du recyclage est une opportunité pour réduire les impacts environnementaux en générant, en même temps, des opportunités d'emploi et de revenus pour de nombreux travailleurs qui sont en marge du marché du travail formel. Pour se renforcer, ces travailleurs sont unis dans des associations et des coopératives. Dans un contexte de marché capitaliste, certaines de ces institutions restent fidèles aux principes directeurs de l'économie solidaire, tandis que d'autres viennent intégrer des savoirs et des techniques issus du mode de production capitaliste. Ainsi, cette recherche, qui présente des résultats partiels, a pour objectif d'analyser les formes de production et de rémunération au sein des coopératives et des associations de collecte sélective, en soulignant les principaux aspects qui conduisent ces entreprises à adopter, ou non, certaines caractéristiques capitalistes. La méthodologie consiste en une recherche sur le terrain, exploratoire et

qualitative. La collecte des données a été réalisée à travers des entretiens semi-structurés avec les participants et les gestionnaires de deux coopératives de collecte sélective situées à Uberlândia-MG. Les données ont été analysées à travers la technique d'analyse de contenu. Les résultats indiquent que les valeurs idéologiques sont fortement liées au mode de production et à la rémunération adoptés et que les profils idéologiques des gestionnaires influencent les pratiques administratives, comptables et de gestion.

Mots-clés : Économie solidaire, production, rémunération, secteur du recyclage, valeurs idéologiques.

## **1. Introduction**

La société est de plus en plus préoccupée par les conséquences que peuvent entraîner une élimination inadéquate des déchets solides. Le gouvernement, les environmentalistes, les universitaires et la communauté dans son ensemble sont à chaque jour plus inquiets par la recherche de solutions à long terme qui soient appropriées, économiquement et écologiquement (Gutberlet, 2012). Le marché du recyclage, en particulier dans les pays en développement, se présente non seulement comme une possibilité de réduire les impacts environnementaux mais aussi de créer des emplois et des revenus pour ceux qui ne peuvent pas répondre aux exigences du marché du travail formel et passent à survivre à travers des activités liées aux ordures (Oliveira et Lima, 2012).

Dans ce sens, les coopératives et les associations de recyclage deviennent une solution alternative à ces problèmes dans deux dimensions : elles génèrent des emplois, des revenus et l'insertion professionnelle pour un contingent de travailleurs qui sont en marge du marché du travail formel, en même temps qui contribuent à réduire l'impact environnemental généré par l'élimination des déchets (Luttner; Silva et Ferreira, 2016).

Ces institutions représentent des alternatives de survie collectives, où les individus exclus du marché du travail ou poussés par des idéaux sociétaux, initient une libre association de travailleurs, basée sur les principes d'autogestion, de coopération, d'efficacité et de viabilité. Ces individus cherchent également à valoriser le sens du travail collectif et à s'engager dans la communauté dans laquelle ils sont insérés (Gaiger, 2003).

Au Brésil, la solidarité se développe de manière significative par le biais des entreprises économiques organisées de différentes manières, y compris les associations informelles ou les groupes de production communautaires, les coopératives, les associations et les petites entreprises (Araújo et al, 2017). Le deuxième recensement national des entreprises d'économie solidaire (EES) a enregistré qu'entre 2009 et 2013, il y avait environ 20 000 entreprises de ce type au Brésil, dont 3 228 dans la région du Sud-Est (Sies, 2017).

Dans l'état de Minas Gerais, il y a environ 1188 EES (Sies, 2017) et parmi eux approximativement quatre-vingts sont des associations et / ou des coopératives de collecteurs de matériaux recyclables organisées en sept réseaux de commercialisation, formalisés ou en cours de formalisation.

Le rôle joué par les associations et les coopératives est d'une grande importance car l'agrégation de valeur aux matériaux collectés, la formation et la reconnaissance sociale des travailleurs génèrent des améliorations dans leurs conditions de travail. Ainsi, ces institutions ont des fonctions multiples agissant dans l'économie environnementale et dans la construction d'un mouvement social qui cherche à élargir la lutte des collecteurs de matériaux recyclables dans leurs demandes de reconnaissance professionnelle et dans la recherche d'alternatives

de travail autogérées (Oliveira et Lima, 2012). Cependant, malgré les efforts des participants, il semble que l'efficacité et la solidarité deviennent incompatibles, en raison de la faible rémunération et l'incapacité de la durabilité économique de ces entreprises (Buzzatti, 2007, Oliveira et Lima, 2012, Luttner, Silva et Ferreira, 2016).

Ainsi, pour augmenter la productivité des services de collecte et de traitement des matériaux ou simplement pour garantir la continuité de leurs activités, souvent les coopératives choisissent d'intégrer certaines pratiques capitalistes (comme la possibilité de mécanisation). Cela remet en question le risque que les collecteurs de matériaux recyclables reprennent le processus d'exclusion (Amorim, 2010, Oliveira et Lima, 2012), mettant de côté les principes de base de l'économie solidaire (ES).

À partir du contexte présenté, cette recherche a cherché à répondre à la question suivante : pourquoi les coopératives de collecte sélective rompent-elles avec les principes de l'économie solidaire par l'adoption des relations propres à la production capitaliste?

Visant à répondre à la question de recherche, l'objectif général de ce travail était d'analyser les formes de production et de rémunération au sein des coopératives et des associations de collecteurs de matériaux recyclables, en soulignant les principaux aspects qui conduisent ces entreprises à adopter certaines caractéristiques capitalistes. Il cherche donc à comprendre les relations entre efficacité et gains économiques, en montrant les modes de production et les formes de rémunération adoptées, afin d'appréhender comment certaines pratiques et pensées capitalistes influencent les activités de ces entreprises et si, en fait, elles génèrent une plus grande rentabilité et plus de possibilités de durabilité économique.

La structure de cet article est composée des parties suivantes : (i) introduction, (ii) référentiel théorique sur le contexte historique, politique et socio-économique de l'économie solidaire, les différentes formes de production et de rémunération des ESS et l'influence des valeurs idéologiques sur les EES, (iii) méthodologie, (iv) résultats et discussions et, enfin, (v) considérations finales.

## **2. Référentiel Théorique**

### **2.1. Économie solidaire : Contexte historique, politique et socio-économique**

Depuis les débuts du capitalisme, il y avait des idéaux coopératifs qui prônaient la pratique de la production et de la consommation de biens et de services de manière associative en tant que constituants des propositions sociétales du socialisme / communisme (LEMES, 2008). Selon Gaiger (2013), en particulier dans les pays périphériques, les pratiques économiques qui considèrent les liens de réciprocité comme la base du travail ont toujours subsisté vu que la production matérielle était seulement destinée à répondre aux besoins collectifs. Ces propositions visaient à assurer des conditions de vie à des contingents importants, initialement liés au mouvement ouvrier.

D'après Azambuja (2009), le concept de ES est le résultat des efforts conjoints des penseurs pour comprendre la logique de certaines initiatives de génération d'alternative de travail et de rente, ainsi que pour identifier le potentiel de ces initiatives pour résoudre les problèmes causés par des crises économiques. Leite (2011) affirme que c'est dans ces moments de crise et de restructuration que nous pouvons trouver des opportunités de redéfinir les limites et les possibilités de changement tant dans les modes de production que dans la reproduction de la vie sociale. La solidarité et la coopération sont considérées comme des facteurs stratégiques pour faire face aux défis posés par la restructuration capitaliste de la société.

Au cours des dernières décennies du siècle XX, les transformations dans le scénario macroéconomique ont conduit à des changements dans le modèle d'accumulation capitaliste

ayant pour conséquence des effets sur la reconfiguration globale des marchés, des structures et des chaînes productives. Pour Gaiger (2013), ces événements ont provoqué l'émergence d'une crise de grande ampleur qui a affecté le système de travail salarié, provoquant des vagues de chômage à grande échelle et d'insécurité économique. Abandonnés, la solution pour les chômeurs était de chercher des alternatives d'occupation et de rente. Ainsi, un nouveau modèle de coopératives sociales émerge et commence à renforcer la relation avec la communauté et avec des initiatives de plus en plus orientées vers la solidarité (Fonte et Cucco, 2017).

Au Brésil, l'émergence de l'ES nous renvoie à la période postérieure aux années 1970. A cette époque, avec la crise du modèle de production fordiste-tayloriste le monde du travail a subi des transformations majeures telles que l'augmentation des processus d'exclusion du marché du travail (chômage, flexibilisation et précarité des relations de travail) et le démantèlement des mécanismes de protection sociale (sécurité sociale et services publics). Au milieu de ce contexte, l'ES apparaît et commence à s'étendre et à développer des initiatives économiques comme la génération d'emploi et de revenus et l'inclusion sociale (Azambuja, 2009).

Gaiger (2013) explique que l'ES a pris de l'importance au Brésil à partir des années 90, lorsque ces initiatives économiques commencent à émerger et à être reconnues par la nature associative et les pratiques de coopération et d'autogestion. L'ES a cherché à s'étendre pour englober d'autres formes d'organisation et de catégories sociales, par exemple, des unités informelles de génération de revenus, des associations de producteurs et de consommateurs, des systèmes d'échanges locaux et des communautés productives indigènes. Ainsi, ces expériences, associées aux politiques publiques et aux actions des organisations non gouvernementales (ONGs), ont construit les bases de la consolidation d'un nouvel associativisme / coopérativisme au Brésil, connu sous le nom d'économie solidaire ou économie solidaire populaire (Lemes, 2008).

Les entités de conseil et de développement ont commencé à émerger avec le rôle de formation et d'intégration des technologies dans la production, la gestion, le marketing, etc., afin que les EES puissent surmonter les déficiences observées lors des premières initiatives (Amorim, 2010). Tello-Rozas (2016) souligne l'importance des agents externes pour que les initiatives sociales puissent avoir un impact réel sur les conditions de vie et de développement des communautés locales. L'auteur croit que les agents externes sont essentiels pour la préservation et le renforcement du capital social intra-groupe, la fourniture de ressources et l'amélioration du bien-être de la communauté.

L'importance des entités et des groupes de médiation se réfère à l'efficacité de canaliser les demandes et de les attribuer à des alternatives associatives et autogérées. Cette compétence consiste à déclencher des outils pédagogiques et matériels permettant le passage à une logique d'émancipation sociale et économique, rompant avec la condition de subalternité. Ce type d'action est favorisé par un scénario politique et idéologique qui reconnaît l'importance de ces nouvelles demandes et alternatives (Gaiger, 2013).

L'ES est considérée comme un objet de politiques publiques spécifiques ainsi que de programmes transversaux. Elle est composée de quatre segments principaux: I) Les EES, dont les activités économiques sont axées sur la production, prestation de services, commercialisation, finance et consommation; II) Les organisations civiles, qui soutiennent l'ES, comme les ONGs, les universités et les organisations religieuses ; III) Les organes de représentation et d'articulation politique, surtout les mouvements syndicaux et les gestionnaires publics.; IV) Les organismes d'État, qui visent à tester les programmes publics de l'ES, en étant le plus important le Conseil National de l'Économie Solidaire (Costa, 2013, Gaiger, 2013).

« Le protagonisme dans le scénario public est donc motivé par des raisons politico-idéologiques et pragmatiques » (Gaiger, 2013, p 215). Il y a un débat constant entre les dirigeants, les militants et les universitaires sur le rôle de l'ES dans la société et surtout sur la direction que peut prendre le contexte dans lequel elle se déroule. De cette manière, l'ES devient représentatif au Brésil en s'adressant à la fois aux organisations autogérées mais aussi aux entités et aux groupes de soutien. De plus en plus d'actions constantes dans la sphère publique ont ouvert la voie à de nouvelles discussions, où est questionné le contexte dans lequel ces entreprises sont insérées et la manière dont cet environnement (capitaliste) influence les activités et les travailleurs des EES.

## **2.2. Formes de production et rémunération des EES**

Actuellement, il est discuté que la caractérisation du phénomène de l'ES devient une tâche difficile car elle présente des caractéristiques très différentes et contradictoires en raison de ses différents types de manifestations. Il y a une multiplicité de concepts et un grand débat sur les questions constitutives et les processus inhérents à l'ES (Luttner, Silva et Ferreira, 2016). L'ES diffère de l'économie capitaliste. Pour Singer (2004), le développement capitaliste est celui réalisé du point de vue du grand capital et façonné par les valeurs du marché libre, outre l'incitation à la compétition, à l'individualisme et à l'État Minimum. Alors que le développement solidaire est un processus de stimulation de nouvelles forces productives et d'introduction de nouvelles relations de production, dont l'objectif est de promouvoir un processus durable de croissance économique afin de préserver la nature et redistribuer les fruits à ceux qui sont en marge de production sociale.

Le concept de l'ES, également appelé Économie Populaire Solidaire (EPS), indique un champ d'action encore plus restreint que le développement solidaire. Pour Buzzatti (2007), l'économie est au centre de toutes les activités et relations sociales humaines, constituant la base de l'organisation sociale. Il s'agit de produire et de distribuer l'essentiel pour la société, étant extrêmement important pour la durabilité des générations futures. Pour sa part, le Populaire est lié à ce qui est du peuple, des personnes privées des moyens de production, c'est-à-dire des travailleurs qui composent une classe sociale délimitée par le système capitaliste. Enfin, le Solidaire nous renvoie à l'idée d'un système collectif des valeurs humaines, démocratiques et participatifs. Ainsi, l'EPS est un intermédiaire entre un modèle d'économie de marché et l'économie de redistribution gouvernementale (Lemes, 2008).

Tiriba (2007) affirme que pour analyser la multidisciplinarité et la complexité des relations économiques, il est nécessaire de comprendre que dans le mode de production capitaliste il est possible d'exister d'autres formes de production, de distribution et de consommation distinctes de la rationalité imposée par le capital. Buzzatti (2007) présente l'ES comme une action qui permet la génération de nouvelles formes de production et de travail, stimulant l'unité des travailleurs et des alternatives de vie économique et sociale.

Les EES cherchent à occuper des niches de marché où il existe une protection partielle contre la grande concurrence et les pratiques d'échange reposent sur la confiance entre les producteurs et les consommateurs. Ces entreprises ont le potentiel de dynamiser les ressources humaines et matériaux. De plus, ils reposent sur des domaines non mercantiles et mercantiles et peuvent être insérés dans un modèle de développement durable qui a comme but de diluer les coûts fixes à travers l'augmentation de la production collective et d'élargir les activités plus facilement (Gaiger, 2003).

Pour Amorim (2010), l'opération sur des niches de marché est due au fait que les prix des produits et services offerts par l'EES sont supérieurs aux prix moyens des produits similaires sur le marché. Cela arrive parce que les conditions de production de ces entreprises sont

inférieures à celles très capitalisées. Ainsi, l'auteur nous apporte la réflexion que pour que les entreprises puissent agir sur des marchés durables, elles doivent chercher des niches dans lesquelles les consommateurs ont une conscience citoyenne, de manière à consommer des biens et services produits de manière socialement équitable et écologiquement responsable. Lemes (2008) réfléchit qu'il est nécessaire d'analyser les potentialités et les limites de la proposition de l'ES, en vérifiant ce qui caractérise l'environnement dans lequel les EES opèrent et si ce marché est en fait non capitaliste. Gaiger (2013) soutient que les pratiques de l'ES ne cherchent pas nécessairement à se confronter à l'économie capitaliste, mais s'opposent au caractère historique à soumettre les travailleurs comme subalternes et à des formes d'économie populaire dégradantes. Ainsi, sauf quelques exceptions, les EES n'intègrent pas pleinement les pratiques de solidarité mais utilisent un modèle hybride entre le capitalisme et les formes populaires d'économie.

Parce qu'il n'y a que l'environnement économique capitaliste, il existe des contraintes extrêmement fortes qui commencent à agir dans la direction opposée à la forme sociale de la production coopérative (Gaiger, 2013 ; Stahl, Schneider, 2013). Ainsi, à cause des héritages des forces productives et des rapports sociaux de la production capitaliste, les coopératives trouvent de nombreux blocages internes qui se reflètent principalement dans le mode de production, dans la division du travail et dans la culture industrielle de ses travailleurs.

Pour améliorer la productivité, obtenir plus de gains ou simplement garantir la continuité des EES, ceux-ci commencent à introduire des règles de gestion sévères qui font que les travailleurs se comportent comme des capitalistes, générant leur exploitation par les travailleurs eux-mêmes (Amorim, 2010). Selon Stahl et Schineider (2013), c'est une question de survie, car telles entreprises sont forcées par les forces externes et du marché, mais intérieurement elles sont mises au défi de vivre la logique de coopération, d'aide mutuelle et de solidarité.

Ainsi, les EES, bien qu'utilisant une pratique sociale contraire à la logique capitaliste par rapport aux éléments liés aux inégalités sociales et à la durabilité socio-environnementale, sont déterminées par de forts éléments capitalistes. Luttner, Silva et Ferreira (2016) justifient l'affirmation montrant que l'analyse des différents arrangements socio-économiques de ces entreprises dans le secteur du recyclage (surtout en ce qui concerne leurs systèmes de rémunération et la répartition des revenus), présentent les interrelations entre l'économie de marché, les relations de pouvoir et les liens sociaux développés dans les entreprises.

En ce qui concerne la rémunération celle-ci devrait être basée sur les principes directeurs de l'ES divisant les excédents également pour tous les participants des EES. Cependant, on peut voir que cette division diffère également dans les différents arrangements socio-économiques des entreprises. D'après Luttner, Silva et Ferreira (2016) il existe fondamentalement trois formes de rémunération normalement utilisées dans les EES : la rémunération pour la production, la rémunération par répartition collective et la rémunération pour les fonctions.

La rémunération par répartition collective fonctionne comme suit : le paiement est effectué de manière égale à tous les membres de la coopérative. Dans le paiement pour la production, la rémunération est faite en fonction de la production individuelle où les matériaux ont des prix préétablis. Enfin, la rémunération par fonction est liée à la fonction exercée (tri, collecte ou compactage) et le montant payé est fixe.

Selon Tauile et Rodrigues (2004), certaines difficultés liées aux formes de rémunération se produisent du fait que le travailleur ne peut s'identifier comme responsable et propriétaire de l'entreprise. Selon les auteurs, il est difficile pour ces travailleurs de considérer qu'ils ne sont pas seulement des salariés, puisqu'ils ne sont plus simplement employés. Maintenant, ces

travailleurs ont droit à une rémunération sous forme de répartition, en profitant des résultats positifs, des profits ou des excédents.

Razeto (1997) cité par Azambuja (2009) affirme qu'il est possible d'insérer la solidarité dans les pratiques économiques. Pour l'auteur, il n'y a pas une forme unique d'incorporation de la solidarité dans le « faire » économique, mais plutôt des formes différentes qui interagissent entre elles jusqu'à ce qu'elles se rejoignent, afin d'accentuer le processus d'intégration de la solidarité. Singer (2004) rapporte que le développement économique au fil du temps n'a pas cherché à éliminer les formes de production non capitalistes, au contraire, au cours des dernières décennies il y a ce que nous appelons une économie mixte, c'est-à-dire une combinaison de plus en plus complexe des modes de production.

Le coopérativisme brésilien n'est pas homogène quant à sa nature et ses activités et aussi quant à la complexité de ses organisations et de ses principes de gestion et d'orientation idéologique (Gaiger, 2013). Il est évident qu'il existe de nombreuses manifestations de solidarité dans un contexte de marché capitaliste, ainsi, certains restent fidèles aux principes directeurs de l'économie solidaire, tandis que d'autres viennent intégrer les savoirs et les techniques issus du mode de production capitaliste. Ce fait nous fait penser sur l'hétérogénéité des principes et des valeurs intrinsèques aux travailleurs de ces entreprises.

### **2.3. L'influence des valeurs idéologiques sur l'EES**

Leite (2011) nous amène à réfléchir sur l'importance de la question de l'éducation pour la solidarité et le coopérativisme au sein des EES. Pour l'auteur, l'ES peut-être déterminante pour le maintien d'un lien de civilisation qui rend plus profond le sentiment d'appartenance au même espace de redistribution et de solidarité. Mais pour que cela se produise, un changement de mentalité, c'est à dire un changement culturel, est nécessaire.

Les auteurs Veronise, Gaiger et Ferrarini (2017) montrent qu'à mesure que les études sur l'ES ont augmenté, de nouveaux acteurs sociaux sont apparus, tels que les « quilombolas », les pêcheurs artisanaux, les communautés autochtones et riveraines, entre autres. Ces acteurs ne correspondent pas aux coopératives / associations conventionnelles et à leurs discours politiques et militants. Ainsi, l'ES commence à instituer de nouveaux sujets dans le monde du travail, des stratégies de classe et des luttes sociales en réponse aux désirs de bien-être, de reconnaissance et de sens de la vie.

Ces groupes pratiquaient la solidarité économique, la production et la consommation durable avant même la formation des réseaux d'économie solidaire. Alors, comment expliquer qu'ils ont des valeurs si proches des acteurs de l'économie solidaire? Cela est souvent dû à des besoins, tels que les « quilombolas », qui doivent être productifs et s'auto-organiser pour soutenir toute une communauté. Ce sont des situations sociales singulières et ont un lien fort avec le territoire dans lequel ils vivent et avec leur subsistance (Veronise et Gaiger, Ferrini, 2017). Ainsi, il est important de comprendre quelles sont les valeurs intrinsèques dans les participants de ces groupes et comment est effectivement la contribution de l'éducation de la solidarité et du coopérativisme à la formation idéologique.

Dans la réalité économique, sociale et culturelle de la domination du capitalisme, il est inévitable que toute organisation, même si elle est considérée de gauche, reste « pure » dans une totale intégrité idéologique et administrative (Stahl et Schneider, 2013). L'idéologie est un processus dans lequel les agents « organisent » un ensemble de croyances, de valeurs et de principes et qui leur permettent, à partir d'une action organisée, d'atteindre des objectifs sociaux, politiques et / ou économiques. Cependant, selon Azambuja (2009), cet ensemble de croyances, de valeurs et de principes qui composent l'idéologie n'est jamais définitif, puisque le besoin d'action peut menacer la centralité et la « pureté » de certains de ces éléments.

Pinheiro, Guerra et Toledo (2017) justifient l'éducation comme un processus de construction d'une nouvelle culture du travail et des relations sociales de production, car le passage du travail rémunéré à l'associé présuppose des changements dans l'évaluation des relations symboliques des travailleurs. Souvent, les travailleurs des EES insistent pour reproduire les valeurs et les comportements des organisations hétérogènes qu'ils ont déjà occupées. Pour les auteurs, les pratiques et les expériences de l'ES impliquent un changement culturel, c'est-à-dire que les personnes qui ont été éduquées dans le capitalisme doivent être rééduquées pour que se fasse la transition du mode compétitif à la coopérative de production et de distribution.

Selon Azambuja (2009), il existe une hétérogénéité des valeurs idéologiques utilisées par les travailleurs pour justifier leurs pratiques du modèle d'autogestion :

Nous pouvons élaborer une perspective sur la relation entre l'autogestion et les valeurs idéologiques des travailleurs, qui comprend l'incorporation des valeurs comme un processus réalisé par l'individu, étant précisément la « variabilité » de ce dernier élément par lequel nous pouvons expliquer l'hétérogénéité idéologique dans la même expérience de travail. (Azambuja, 2009, p.300).

L'auteur définit au moins trois profils idéologiques des travailleurs, présentés au tableau 1, à partir d'une étude de cas menée dans deux coopératives d'autogestion. Ces profils idéologiques peuvent être conceptualisés comme (Azambuja, 2009):

I) Profil idéologique de la solidarité : il se présente lorsque les travailleurs expriment des valeurs et des principes tels que la solidarité, l'égalité, la participation et la démocratie, c'est à dire, il fait référence aux principes de l'ES. La façon dont les travailleurs organisent les activités vise à consolider le modèle d'autogestion ;

II) Profil de salarié : il se produit lorsqu'un certain ensemble de travailleurs expriment des valeurs et des principes qui visent à se donner une certaine continuité, voire à nier la différence entre le contexte de travail salarié et autogéré. Ici, le travail coopératif est un travail comme tout autre, exercé en raison du chômage ou du manque de perspective en trouver un poste de travail;

III) Profil de l'instrumentalisation capitaliste : il exprime des valeurs différentes et s'oppose à celles de l'ES. Ici, la consolidation du modèle d'autogestion n'a pas d'importance, mais plutôt la garantie du développement économique de la coopérative, apportant des résultats financiers croissants à ses membres dans une logique productive et compétitive. Ces valeurs sont axées sur la compétitivité et l'insertion pure et simple sur le marché capitaliste, et le développement de l'autogestion est considéré uniquement comme un moyen d'atteindre les résultats financiers souhaités.

Tableau 1: Profils idéologiques

	Profil de Solidarité	Profil de Salarié	Profil d'Instrumentalisation Capitaliste
Orientation dans l'action sociale	Consolidation du modèle de coopérativisme autogéré.	Garantie d'une certaine continuité de logique et d'attitude entre les modèles salariés et coopératifs.	Consolidation économique de l'entreprise grâce à une insertion pure et simple sur le marché.



Propriété collective	Égalité	Individualisme	Méritocratie
Processus de participation	Participation, égalité, union	Individualisme, productivité	Contrôle
Relation entre pairs	Solidarité	Camaraderie	Coopération

Source: Azambuja (2009, p. 302).

Nous avons remarqué que parmi les études sur l'ES, certaines se distinguent par une analyse de celle-ci, de ses valeurs et de sa relation avec le capitalisme. L'étude de Gaiger (2003) considère que l'ES se positionne contradictoirement au mode de production capitaliste. Cependant, d'autres recherches ont montré qu'en réalité les valeurs idéologiques dans les EES sont hybrides (Amorim, 2010 ; Pinheiro, War et Toledo, 2017) et hétérogènes (Buzzati, 2007 ; Azambuja, 2009 ; Amorim, 2010). Les conflits idéologiques se reflètent dans diverses formes d'organisation du travail, à savoir les règles de production, les systèmes de rémunération et la division du travail (Buzzatti, 2007 ; Luttner, Silva et Ferreira, 2016).

### 3. Méthodologie

Cette recherche est caractérisée comme une étude de cas multiples d'approche qualitative. La recherche qualitative doit être utilisée lorsque l'objectif est de comprendre le point de vue des participants sur les phénomènes qui les entourent et de connaître leurs expériences, points de vue, opinions et significations (Sampieri, Collado et Lucio, 2013). La méthode de l'étude de cas est généralement utilisée lorsque nous cherchons à comprendre un phénomène dans le monde réel et supposons qu'elle implique des conditions appropriées au contexte, c'est-à-dire que les frontières entre le phénomène et le contexte peuvent être clairement visibles (Yin, 2015).

La recherche a également un caractère exploratoire, qui selon Sampieri, Collado et Lucio (2013) sert à connaître le phénomène tout en cherchant des informations dans le but de mener des recherches plus complètes liées à un contexte particulier.

Afin de recueillir des données, nous avons développé deux scripts semi-structurés, utilisés dans des entretiens personnels avec les gestionnaires et les participants d'une coopérative et d'une association de collecteurs de matériaux recyclables situés à Uberlândia-MG. Six entretiens ont été réalisés (3 dans chaque institution) en janvier 2017. Dans chacun des deux établissements nous avons interviewé le gestionnaire et 2 participants. Nous soulignons que les données collectées sont partielles, car des entretiens seront encore menés dans trois autres organisations.

Les données ont été analysées à travers la technique d'analyse de contenu, qui est : un ensemble de techniques d'analyse des communications qu'utilise des procédures systématiques et objectives de description du contenu des énoncés, à obtenir des indicateurs (quantitatifs ou non) permettant l'inférence de connaissances relatives aux conditions de production/réception (variables inférées) de ces énoncés (Bardin, 2011, p. 48)

Pour l'accomplissement de l'analyse de contenu, nous établissons des catégories (présentées dans le Tableau 2) construites à priori, c'est-à-dire à partir du référentiel théorique.

Tableau 2: Catégories d'analyse

Auteurs	Catégories	Sous-catégories
Gaiger, 2003; Buzzatti, 2007; Lemes, 2008; Amorim, 2010	Choix professionnel et insertion dans les entreprises	-
Gaiger (2003); Singer (2004); Buzzatti, 2007; Lemes (2008); Azambuja (2009); Amorim (2010); Leite (2011); Oliveira e Lima (2012); Gaiger (2013); Luttner; Silva e Ferreira (2016); Pinheiro, Guerra e Toledo (2017)	Gestion du travail et mode de production	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Développement du travail</li> <li>· Description des activités opérationnelles</li> <li>· Division des tâches</li> </ul>
Buzzatti (2007); Lemes (2008); Azambuja (2009); Amorim (2010); Oliveira e Lima (2012); Luttner, Silva e Ferreira (2016)	Rémunération et gains financiers	-
Buzzatti (2007); Azambuja (2009); Amorim (2010); Leite (2011); Pinheiro; Guerra e Toledo (2017)	Valeurs Idéologiques	-

Source: Élaborée para les auteurs

Le choix des institutions étudiées s'est fait parce qu'elles sont incubées par le Centre d'Incubation des Entreprises d'Économie Populaire Solidaire (CIEPS) de l'Université d'Uberlândia et donc, devraient suivre les principes de l'ES. L'autre raison a été le soutien offert par le CIEPS qui nous a fourni le contact des institutions et aussi l'appui logistique pour la réalisation des entretiens.

## 4. Résultats

La coopérative étudiée a été fondée le 28 juin 2003 sous format de société coopérative et possède 8 membres. Son statut est régi à travers les valeurs et les principes de l'économie solidaire et les dispositifs légaux du mouvement coopératif. À la fin de l'année 2008 l'organisation a commencé le processus d'incubation pendant que l'entreprise populaire liée au secteur de recyclage des déchets solides, dont les membres sont originaires des couches populaires de la ville d'Uberlândia.

L'association, à son tour, a été fondée le 07 septembre 2010 et compte également des membres originaires des couches populaires de la ville d'Uberlândia. L'institution, qui possède 12 membres, est une association civile de caractère chrétien évangélique avec une personnalité juridique de droit privée et sans but lucratif. L'idée de l'association est d'accueillir des personnes en situation de risque, comme par exemple les sans-logis, en cherchant de les

introduire dans le monde du travail à travers l'insertion dans le champ de recyclage des déchets solides.

Pour la collecte des données de la recherche, 6 personnes (2 gestionnaires et 4 participants) ont été interviewées. Parmi eux, 2 sont des femmes de 35 et 36 ans et 4 hommes de 32 à 57 ans. Le niveau de scolarité des participants variait de l'école élémentaire incomplète à l'enseignement supérieur complet. Dans l'association, le gestionnaire remplit uniquement la fonction d'analyste financier et les participants effectuent le tri des matériaux. Dans la coopérative, le gérant est responsable pour la coordination générale et le trésorier pour la gestion financière mais ils réalisent également les activités de tri, et l'autre participant n'est responsable que du tri. Pour identifier les organisations et les personnes interrogées, la légende présentée dans le tableau 3 a été créée. Dans les rubriques suivantes, nous présentons les principaux résultats de la recherche, divisés en catégories d'analyse.

Tableau 3: Identification des interviewés

ORGANISATION	GESTIONNAIRE	PARTICIPANTS
O1 (Coopérative)	G1	P1a, P1b
O2 (Association)	G2	P2a, P2b

Source: Elaborée par les auteurs

## 4.1. Choix professionnel et insertion dans les entreprises

Le choix professionnel pour devenir un collecteur de matériaux recyclables est occasionné par des raisons différentes, mais les résultats ont souligné que les principales raisons sont le chômage et les expériences frustrantes avec les emplois exécutés précédemment. L'insertion dans les entreprises passe par l'influence d'amis et de parents et ce sont les collecteurs eux-mêmes qui recherchent les associations et les coopératives pour devenir membres. Dans l'O2, il y a une liste d'attente en raison d'une grande demande des collecteurs pour devenir des associés.

P2b: Regardez, j'étais au chômage et à ce moment-là, en 2015, je suis allé chercher du service dans les hangars. Dieu a béni et tout s'est bien passé. (...) Je suis venu ici dans le hangar.

P1b: J'ai entendu parler de ma nièce parce qu'elle a recueilli (des matériaux recyclables) et les a transmis. Puis elle a eu l'occasion de travailler ici, et comme elle ne pouvait pas venir, elle avait un petit enfant, elle m'a offert, m'a donné le poste, et comme je travaillais comme domestique, j'ai pensé que je ferais mieux de venir ici.

Ces résultats rejoignent ceux d'Amorim (2010) et Lemes (2008), qui soulignent que l'une des raisons de l'insertion dans les EES est la difficulté des travailleurs à trouver un emploi sur le marché du travail formel.

## 4.2. Gestion du travail et mode de production

### 4.2.1. Développement du travail

Les employés qui rejoignent les entreprises ont souvent une connaissance de la profession de collecteur en raison de l'expérience dans la rue, donc il n'y a pas de formation formelle.

G1: La formation est avec tout le monde, jour après jour. (...). Donc, on va supposer.., il y en a qui sont plus légers que d'autres, il y en a d'autres qui prennent un peu plus de temps, donc nous rapprochons cette personne de ce qui est plus rapide. Puis elle l'observe, elle va au rythme de l'autre.

Les participants ont signalé que même si les établissements fournissent des équipements de protection individuelle (EPI), ils sont très réticents à les utiliser, ce qui a également été observé dans l'étude d'Oliveira et Lima (2012). L'argument utilisé par les travailleurs est que les EPI ne conviennent pas au travail parce qu'ils dérangent et entravent sa réalisation.

Les répondants ont indiqué qu'ils maîtrisent plusieurs des activités exécutées dans le traitement des matières recyclables. Ils ont souligné qu'ils peuvent effectuer toutes les tâches nécessaires sans montrer de distinction de fonctions.

P2a: Mon travail ici ... Je travaille dans tous les domaines, parce que je suis ici depuis 3 ans et ... j'ai .. appris à presser, appris à séparer, à balayer, à faire des services généraux.

P1a: Ce n'est généralement pas une routine, mais si vous devez aller à la collecte, allez-y, si vous avez besoin de rester dans la presse, restez-y. C'est [selon la nécessité] (...) C'est très flexible.

Cependant, le gestionnaire de l'O2 signale qu'il n'y a pas d'alternance des fonctions. Cela se produit seulement si le responsable de la fonction est absent et que son exécution est cruciale pour le fonctionnement de l'association, de sorte que quelqu'un le remplace dans l'activité au cours de cette journée.

### 4.2.2. Description des activités opérationnelles

La collecte du matériel à être recyclé est la première activité opérationnelle réalisée. Les deux entreprises ont des partenariats avec la préfecture d'Uberlândia qui leur fournit quotidiennement le matériel collecté par le camion de collecte sélective. Cependant, en raison du faible volume de matériel livré par la mairie, ils sont obligés à réaliser leur propre collecte, généralement dans les entreprises. Après la collecte, les autres activités sont réalisées: déchargement du camion dans les lieux de travail, tri, pesage et stockage du matériel et enfin la presse et la commercialisation du produit.

La destination du matériel traité diffère dans les deux entreprises. L'G1 dit qu'elle n'arrive pas à vendre directement à l'industrie en raison de problèmes de gestion, en particulier le manque de fonds de roulement, de sorte que les ventes sont faites par un intermédiaire. Par sa part, l'O2 est capable de vendre la plus grande partie du matériel à l'industrie, ce qui augmente considérablement ses gains

G2: La plupart [du matériel] est vendue à l'industrie, une partie ou l'autre que nous ne pouvons pas vendre directement à l'entreprise est destinée à l'intermédiaire. Mais l'accent est mis sur l'industrie.

G1: C'est un intermédiaire. Nous ne pouvons toujours pas nous en sortir, tout dépend de l'argent. Parce que si vous avez les fonds en espèces, vous pouvez stocker la marchandise un mois. Comprends-tu? (...) Avoir le volume, je l'ai. Au cours du mois, j'ai ce volume, mais j'ai besoin de fonds de roulement. Sais-tu pourquoi ? Parce que si je vais [à l'industrie] tous les week-ends ... le camion roulera toute la semaine, la machine a besoin d'huile, si elle s'abîme, il faut la réparer.

D'autres études ont également mis en évidence des difficultés de commercialisation des produits par les EES (LEMES, 2008) et ont démontré que ces entreprises ne disposent pas de fonds de roulement, ce qui les empêche de réaliser des investissements internes (Luttner, Silva et Ferreira, 2016).

#### 4.2.3. Division des tâches

Les participants à la recherche ont démontré qu'il n'y a pas de critère spécifique pour déterminer la fonction de chacun dans les entreprises, sauf les fonctions qui nécessitent des connaissances spécifiques, par exemple, chauffeur de camion. Ainsi, lorsqu'un poste est disponible, il est offert à ceux qui veulent se joindre aux entreprises. En ce qui concerne la progression des positions, c'est-à-dire, le passage d'une fonction à une autre, elle est habituellement discutée dans une assemblée où se manifestent ceux qui sont intéressés.

G2: Cela dépend beaucoup de... aujourd'hui, car nous avons un tableau de postes vacants. Cela dépend de la destination du poste qui est vacant, par exemple, s'il y a quelqu'un dans le tri qui est sorti, automatiquement ce poste est ouvert et une autre personne est invitée...

P1b: Cela dépend si une personne quitte la presse ... alors vous pouvez prendre [le poste] ... Et ... nous nous offrons ...

Les participants de l'O1 ont indiqué qu'il n'y a pas de tâche unique définie, tous effectuent toutes les activités. L'O2, d'autre part, travaille par productivité individuelle et avec des fonctions bien définies.

P1b: Quand une personne entre ... le manager dit déjà que ... il n'aime pas faire beaucoup de modèles ... ici il n'y a pas de spécification de service, on fait un peu de tout, il met déjà en garde la personne ...

Le mode de travail adopté dans chacune des organisations est directement lié aux valeurs des participants et, dans le cas de l'O2, il est également lié à l'efficacité productive, ce qui est justifié dans les extraits suivants:

G2: (...) parce que quand il a été créé, le système de travail était sous forme de répartition, donc quand le matériel est arrivé et il devait y avoir une demande ... comme ce groupe avait besoin de revenus ... alors une collecte était faite. Les autres séparaient (le travail) pour avoir un flux de travail ... il a commencé à avoir beaucoup de disputes ... parce que quelqu'un parlait comme ça ... vous travaillez plus que moi et je reçois la même quantité... ... ils ont analysé la situation et .... ont décidé de mettre par la productivité et faire ... un flux ... littéralement une ligne de production, car il a été constaté que ce devrait être plus efficace ... (...) Il a été plus rapide, la performance a améliorée, le conflit interne est fini et la capacité de production a augmenté.

G1: (...) Supposons que si le président, le vice, le financier, le technicien de hangar, supposons qu'ils doivent gagner plus parce qu'ils ... non. Si la coopérative appartient à tout le monde, alors nous devons tous être les mêmes. Pourquoi est-ce que je vais gagner plus que lui s'il est comme moi.

Un cas particulier attire l'attention sur l'O2, dans lequel la personne, bien qu'étant associée, n'a que le rôle d'analyste financier et administratif. Il n'effectue pas les tâches de collecteur, ce qui est justifié car il a le plus haut niveau de formation parmi les participants de l'entreprise .

G2: Je fais la partie commerciale qui est la partie vente, la partie financière, la clôture de la paie, la prospection de production, le flux de caisse, le livre de caisse, le positionnement stratégique en matière de commercialisation, la collecte d'informations à fournir à la préfecture en ce qui concerne les données ... de ... quantité de matériel qui est arrivé, la reddition des comptes et ainsi de suite. Donc, la partie financière et administrative, tout est pour moi.

Comme cette étude, la recherche de Luttner, Silva et Ferreira (2016) indique que les entreprises de recyclage s'organisent à travers différentes formes de gestion, soulignant que dans certains cas, les gestionnaires prennent les tâches administratives et financières pour eux-mêmes. L'étude de Pinheiro, Guerra et Toledo (2017) a également montré qu'il y a des rotations dans les fonctions permettant aux participants d'effectuer toutes les tâches et d'égaliser la rémunération.

### **4.3. Rémunération et gains financiers**

L'O1 utilise la distribution des gains par répartition, où tous les excédents sont répartis également entre les membres, quelle que soit la fonction qu'ils exécutent. Cette distribution est faite chaque semaine. Dans l'O2, la distribution est faite différemment. Chaque fonction a un pourcentage des gains et les travailleurs reçoivent selon la production individuelle. Le matériel est pesé et annoté dans un cahier et à la fin du mois chacun reçoit ce qui est équivalent à sa partie de la production, comme indiqué dans la section suivante :

G2 : Une étude a été faite à l'époque ... par l'administration du CIEPS en 2012, qui a montré que pour que l'association se maintienne elle devait faire un échelon... un genre de échelon de gains, par exemple, le personnel du tri reçoit 60% de ce qui est trié ... si nous pensons à 100% ... 60% est déjà une part du montant qui est laissée pour le tri parce que c'est la partie du travail la plus difficile ... séparer les déchets ... des déchets recyclables ... . 10% est destiné à payer la presse ... 4% sont destinés au bureau ... pour la demande de bureau ... et 8% pour le pesage qui est la partie du patio et de la balance ... et reste autour... si je ne me trompe pas ... environ 18% pour maintenir l'association. Donc, de cette façon, la distribution est faite ... pour totaliser 100%.

La différence dans la répartition des gains présentée est similaire aux résultats d'autres études qui ont montré que les EES se distinguent par rapport aux formes de distribution de l'excédent et de rémunération (Buzzatti, 2007; Oliveira et Lima, 2012 ; Luttner, Silva et Ferreira, 2016). Malgré cette distinction, les deux entreprises ne rémunèrent pas les travailleurs de façon satisfaisante. Une seule personne a déclaré être satisfaite avec le montant qu'elle gagne dans la coopérative, mais elle n'est pas d'accord avec le mode de travail adopté. Pour elle, s'il y avait un changement dans la façon dont le travail est organisé, les gains pourraient être meilleurs.

P1b: Je pense qu'il y a une façon d'améliorer, car tout le monde n'a pas le même rythme de travail, et plusieurs fois quelques-uns font « corpo mole » et d'autres non. Je pense qu'il y a toujours un qui travaille plus que l'autre. Je crois que si tout le monde pensait, nous allons faire mieux (...) Je ne pense pas que parce que ce n'est pas juste pour moi [je ne devrais pas faire des efforts], ce que je fais je partage avec tout le monde, maintenant si tout le monde pensait la même chose et planifiait une façon de travailler, de partager ... je pense que ça serait un moyen d'essayer, d'améliorer.

L'insatisfaction para rapport à la rémunération présentée corrobore les études d'Amorim (2010), Buzzatti (2007) et Luttner, Silva et Ferreira (2012). Ces études indiquent l'incapacité de payer les membres des coopératives de manière satisfaisante, ou même ne pas les payer. Ce-ci démontre la précarité de la viabilité économique des institutions dû au manque de compétences administratives, comptables et de gestion qui compromettent leur durabilité financière (AMORIM, 2010).

Lorsque les gestionnaires ont été interrogés sur la capacité d'autosuffisance financière des entreprises, les deux ont dit que les institutions ne peuvent pas se maintenir financièrement et parfois elles acquièrent des dettes financières. Les personnes interrogées affirment que le changement dans cette réalité ne se produira qu'avec la reconnaissance que les associations et les coopératives fournissent un service à la préfecture qui doit être rémunéré, ce qui correspond aux résultats de la recherche de Luttner; Silva et Ferreira (2016).

Comme mentionné par le G2, l'argent reçu de la municipalité pourrait aider à la viabilité économique des entreprises, car il servirait à payer certaines dépenses et pourrait garantir un revenu plus élevé pour les associés.

#### **4.4. Valeurs Idéologiques**

Dans cette catégorie, les profils idéologiques (Azambuja, 2009) des membres des organisations recherchés ont été analysés. Le profil de la solidarité a été trouvé dans les deux entreprises, mais il est plus évident dans l'O1. Dans les deux cas, les répondants ont montré avoir conscience qu'ils font partie d'une transformation sociale, allant au-delà d'une forme de subsistance. Ils ont également démontré avoir connaissance de la contribution de leur travail à l'environnement, indiquant la fierté et le plaisir de travailler avec des matériaux recyclables. C'est clair que les participants croyaient en la croissance des organisations et que dans les deux entreprises des décisions sont prises démocratiquement à travers des assemblées, ce qui représente le principe de la participation.

P1b: Avant ... J'écoutais beaucoup de gens parler ... [qui] travaille dans ce lieu est un éboueur... nous voyons qu'aujourd'hui ce n'est pas comme ça, c'est différent ... nous travaillons comme n'importe quelle autre personne, alors je pense que les personnes doivent venir ici pour voir... Parce que je pense que seulement quand nous arrivons au travail que nous voyons la différence...pour améliorer, être plus humain, parce que plusieurs fois nous ne donnons pas d'importance. (...) J'imagine tellement de choses, dommage que beaucoup de fois elles ne sont pas atteintes. J'imagine qu'elle [l'organisation] a son propre hangar parce que ici appartient à la préfecture, j'imagine augmenter [l'espace] pour amener plus de gens qui veulent travailler ici.

P2b: La ville d'Uberlândia et la préfecture qui ont ouvert ses portes aux associations, ce qui génère des emplois et a aussi ... l'autre fonction est que nous nettoions notre ville, nous travaillons ici avec 12 personnes, nous prenons les ordures de la rue. Nous collaborons avec l'environnement, car ce nettoyage est important pour que les égouts ne soient pas obstrués, ne pas contaminer les rivières.

Dans l'O1, il y a un effort pour consolider le modèle autogéré afin que chaque travailleur se reconnaisse comme membre d'un projet collectif. De plus, les principes d'union et d'égalité sont devenus évidents. L'institution cherche à faire comprendre que chacun a le même droit et le même devoir de participer à la gestion, au développement et aux résultats de la coopérative. Le principe d'égalité justifie le positionnement de ces travailleurs sur le système de rémunération adopté, qu'ils considèrent comme le plus juste.

G1: Si la coopérative appartient à tout le monde, alors tout le monde doit être égal. Pourquoi je vais gagner plus que l'autre s'il est comme moi (...) Plus nous faisons tourner notre travail ici, plus nous lâchons des marchandises ... dans l'organisation c'est comme ça : plus tout le monde est uni, stable, concentré sur ce travail, il est possible de gagner plus. (...)

P1b: Le G1 qui est notre président nous disait: puisque tout le monde travaille en groupe, alors tout le monde est un petit propriétaire, vous savez? Donc tout le monde finit par être le propriétaire.

Cependant, il existe des caractéristiques du profil de salarié dans les deux entreprises, mais surtout dans l'O2. Ces caractéristiques indiquent que les participants considèrent le modèle autogéré uniquement comme une solution au chômage, c'est-à-dire une forme de subsistance. Ils cherchent à assurer la continuité du travail rémunéré grâce à un modèle autogéré adapté. Les interviewés expriment dans leurs discours l'individualisme, où le manque d'engagement dans le collectif est compensé par la productivité, ce qui génère un éloignement des processus de participation. Dans ce contexte il est mis en évidence la camaraderie, qui diffère des notions de solidarité et de coopération, une fois qu'elle est liée à des sentiments de sympathie et d'antipathie, et se produise généralement dans la poursuite d'un objectif commun.

P2a: C'est une façon de poursuivre la vie, c'est une façon de gagner de l'argent, si ce n'était pour ça, je ne travaillerais même pas ici! C'est un cas de nécessité. (...) Ici est chacun pour soi (rires), c'est pour ça que je te dis ... c'est la production, si je ne le fais pas je ne gagne pas.

Enfin, nous pouvons identifier les vestiges du profil de l'instrumentalisation capitaliste dans les déclarations du manager de l'O2, probablement dérivées de son expérience d'administrateur et de ses anciens emplois dans les entreprises capitalistes. Dans son discours, il présente l'intention de garantir le développement économique de l'association, cherchant à apporter des résultats financiers croissants aux membres, dans une logique productive et compétitive. Il mentionne l'utilisation de certaines techniques capitalistes telles que la « ligne de production » et la rémunération par productivité. Le G2 voit l'entreprise comme une « ONG » et considère que sa fonction principale est de retirer le collecteur de la rue et de lui permettre, à travers des gains financiers et des partenariats stratégiques, de se transformer et de s'intégrer socialement. Le G2 considère que la redistribution doit être proportionnelle à la productivité, c'est-à-dire selon les mérites individuels.

G2: Donc, notre mission est d'agréger plus de gens, de retirer ces gens de la rue, et de leur donner des conditions de travail décentes pour qu'ils puissent retourner au marché et envoyer leurs enfants à l'école, à l'université...

D'autres recherches ont révélé que la possibilité que les principes de l'économie solidaire soient pleinement établis dans le contexte capitaliste est lointaine ou nulle, montrant que les valeurs idéologiques sont hybrides et présentent une variété de relations internes (Amorim, 2010, Pinheiro, War et Toledo, 2017). Ainsi, comme constaté dans les organisations étudiées, les travailleurs de ces entreprises peuvent présenter une hétérogénéité de valeurs ou d'héritages de caractéristiques capitalistes telles que l'individualisme et l'opportunisme (Pinheiro, War et Toledo 2017).

## **5. Considérations Finales**

Dans une société de plus en plus préoccupée avec l'environnement, les coopératives et associations de collecteurs de matériaux recyclables deviennent un outil de gestion publique



important puisqu'elles minimisent le problème de l'élimination inadéquate des déchets solides générés par la population. En outre, ces institutions offrent une opportunité d'emploi à plusieurs travailleurs sans emploi ou sous-employés, contribuant à leur transformation sociale. Cette étude a cherché à analyser les formes de production et de rémunération au sein des coopératives et des associations de collecteurs de matériaux recyclables, en soulignant les principaux aspects qui ont conduit ces entreprises à adopter certaines caractéristiques capitalistes. Il a été constaté que les valeurs idéologiques sont fortement liées au mode de production et à la rémunération adoptée. Dans l'O1, où les participants ont des caractéristiques du profil de solidarité, nous observons que des principes tels que l'union, l'égalité et la participation se distinguent, s'exprimant à travers les pratiques routinières de la production collective et le système de rémunération égalitaire. Dans l'O2, les participants présentent des caractéristiques fortes du profil salarié, c'est-à-dire l'individualisme qui se traduit par des fonctions spécifiques de travail et de rémunération par productivité, ce qui est similaire à certains modes de travail adoptés dans les entreprises capitalistes.

Il a également été observé que le profil des managers influence les pratiques adoptées. En bref, le G2, qui a des caractéristiques du profil de l'instrumentalisation capitaliste, a plus de compétences administratives, comptables et de gestion, et cherche donc à adopter des techniques et des pratiques qui peuvent générer des gains économiques. Le G1, qui a un profil de solidarité, s'est montré plus impliqué dans les activités quotidiennes, c'est-à-dire avec la partie opérationnelle, mais il a des difficultés avec les questions administratives, comptables et de gestion. Néanmoins, financièrement, les deux entreprises présentent des difficultés, une fois qu'elles ne parviennent pas à rémunérer de manière satisfaisante les participants et possèdent une faible viabilité économique.

Nous suggérons que les entreprises créent des actions visant à augmenter l'utilisation des équipements de sécurité, car les participants sont très réticents à les utiliser. Il est également important de mentionner que la lutte pour la reconnaissance des services rendus à la préfecture doit se poursuivre, car cela aiderait les entreprises à se soutenir économiquement. Enfin, il convient de souligner que ce travail présente des résultats partiels et que, lorsque les autres institutions seront étudiées, d'autres résultats qui diffèrent de ceux déjà trouvés peuvent être révélés. Pour les études futures, nous avons identifié la nécessité d'analyser la viabilité économique de ces entreprises afin de mieux comprendre les causes d'une faible viabilité et ainsi proposer des solutions pouvant conduire les institutions à obtenir de meilleurs résultats.

## Références

AMORIM, A. N. (2010). *Economia solidária – princípios e contradições*. (Dissertação de Mestrado em Política Social). Universidade Federal do Espírito Santo.

Araújo, A. L. et. al. (2017). A bibliometric analysis of the Scielo database: a Brazilian portfolio of the solidarity economy. *Scientometrics*, 112, 1-20.

AZAMBUJA, L. R. (2009). Os valores da Economia Solidária. *Sociologias*, 11 (21), 282-317.

BARDIN, L. (2011). *Análise de conteúdo*. São Paulo, Edições 70.

- BUZZATTI, A. P. (2007). *Economia popular solidária frente às transformações contemporâneas no mundo do trabalho*. (Dissertação de Mestrado em Integração-Latino Americana). Universidade Federal de Santa Maria.
- COSTA, B. A. L. (2013). Economia solidária e o papel das incubadoras tecnológicas de cooperativas populares no Brasil: a experiência da extensão universitária da ITCP-UFV. *Revista ELO- Diálogos em Extensão*, 2(2), 17 – 34.
- FONTE, M.; CUCCO, I. (2017). Cooperatives and alternative food networks in Italy. The long road towards a social economy in agriculture. *Journal of Rural Studies*, 53, 291-302.
- GAIGER, L. I. (2003). A economia solidária diante do modo de produção capitalista. *Caderno CRH*, 39, 181-211.
- GAIGER, L. I. (2013). A economia solidária e a revitalização do paradigma cooperativo. *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, 28(82), 211-228.
- GUTBERLET, J. (2012). Informal and Cooperative Recycling as a Poverty Eradication Strategy. *Geography Compass*, 6 (2), p. 19 – 34.
- LEITE, K. C. (2011). A reestruturação capitalista da sociedade e o ressurgir da economia solidária. *Estudos de Sociologias*, 16 (31), p. 421-446.
- LEMES, F. R. M. (2008). A inserção da economia solidária no mercado: contradições e possibilidades. *Outra Economia*, 2(2), p. 52 – 67.
- LUTTNER, C. M. A.; SILVA, L. R. e FERREIRA, L. C. D. (2016). As experiências das diferentes formas de remuneração em associações e cooperativas de catadores de materiais recicláveis dos municípios da região metropolitana de Belo Horizonte: entre desafios e possibilidades na economia solidária. In: Bruna Cristina Jaquetto Pereira, Fernanda Lira Goes (orgs). *Catadores de materiais recicláveis: um encontro nacional*. Rio de Janeiro: Ipea.
- OLIVEIRA, F. G. e LIMA, F. P. A. (2012). Eficiência e Solidariedade nas associações de catadores de materiais recicláveis. *WIEGO (Políticas Urbanas)*, 22, p. 1-21.
- PINHEIRO, D. C.; GUERRA, A. C. e TOLEDO, D. A. C. (2017). O papel da educação na transformação das relações de trabalho na economia solidária: contribuições a partir da organização coletivista Cecocesola. *Administração Pública e Gestão Social*, 9(2), p. 76-89.
- RAZETO, L. (1997). *Los Caminos de la Economía de Solidaridad*. Buenos Aires: LUMENHVMANITAS, 1997.
- SAMPIERI, R. H.; COLLADO, C. F. e LUCIO, M. P. B. (2013). *Metodologia de Pesquisa*. Tradução de Daisy Vaz de Moraes. 5. ed. Porto Alegre: Penso.
- SISTEMA NACIONAL DE INFORMAÇÕES EM ECONOMIA SOLIDÁRIA (SIES). (2017). *Atlas Digital da Economia Solidária*. Grupo de Pesquisa em Economia Solidária e Cooperativa da Unisinos. 2017. Disponível em: <http://sies.ecosol.org.br/atlas>.
- SINGER, P. (2004). Desenvolvimento capitalista e desenvolvimento solidário. *Estudos avançados*, 18 (51), p. 7 – 22.

STAHL, R. L. e SCHNEIDER, J. O. (2013). As interfaces entre cooperativismo e economia solidária. *Ciências Sociais*, 48 (2), p. 197 - 206.

TAUILE, J. R. e RODRIGUES, H. (2004). Economia solidária e autogestão: a criação e recriação de trabalho e renda. *Mercado de Trabalho*, 24, p. 35 – 43.

TELLO-ROZAS, S. (2016). Inclusive Innovations Through Social and Solidarity Economy Initiatives: A Process Analysis of a Peruvian Case Study. *Voluntas*, 27, p. 61-85.

TIRIBA, L. (2007). Educação popular e pedagogia (s) da produção associada. *Cadernos Cedes*, 27 (71), p. 85-98.

VERONESE, M. V.; GAIGER, L. I. e FERRARINI, A. V. (2017). Sobre a diversidade de formatos e atores no campo da economia solidária. *Cadernos CRH*, Salvador, 30, p. 89-104.

YIN, R. K. (2015). Estudo de Caso: planejamento e métodos. 5. ed. Tradução de Cristhian Matheus Herrera. São Paulo: Bookman.